

total

source: INSEE-RP 2018, INSEE-ESTEL 2018 et INSEE-FLORES 2019

Au cours du premier semestre 2022, la dynamique économique de la région Grenoble Alpes se maintient dans un contexte économique et politique mondial pourtant perturbé.

La croissance de l'emploi s'est poursuivie jusqu'au 1er trimestre 2022 mais connaît un ralentissement au 2e trimestre, à contre-courant des tendances observées en région Auvergne-Rhône-Alpes ou en France. Le nombre de demandeurs d'emploi est néanmoins toujours en très net recul et le taux de chômage atteint un niveau historiquement bas. Le marché du travail est presque en situation de plein-emploi.

L'activité et les investissements des entreprises restent à des niveaux élevés, tandis que plusieurs grands projets industriels sont menés sur le territoire. Trois d'entre eux sont présentés dans cette note de conjoncture à travers des entretiens réalisés auprès des dirigeants de STMicroelectronics (composants microélectroniques), de Hydrogen Refueling Solutions (stations de ravitaillement hydrogène) et de MGF Grimaldi (mécanique et usinage de haute précision).

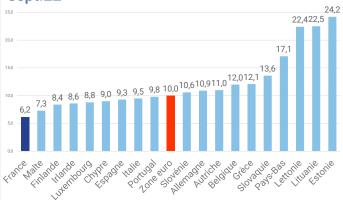
CONTEXTE INTERNATIONAL, NATIONAL ET RÉGIONAL

Evolution du PIB 2021 et projection 2022 (en %)

	2021	2022	2023
Monde	6,1	3,2	2,9
Etats-Unis	5,7	2,3	1,0
Zone euro	5,4	2,6	1,2
Allemagne	2,9	1,2	0,8
France	6,8	2,3	1,0
Italie	6,6	3,0	0,7
Espagne	5,1	4,0	2,0
Royaume-Uni	7,4	3,2	0,5
Asie	7,3	4,6	5,0
Chine	8,1	3,3	4,6
Inde	8,7	7,4	6,1
Amérique latine	6,9	3,0	2,0
Afrique sub- saharienne	4,6	3,8	4,0

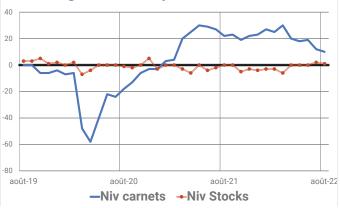
source : FMI, perspectives de l'économie mondiale, juillet 2022

Taux d'inflation annuel (%) dans la zone euro -sept.22



Sources: Eurostat, Euroindicateurs, Le taux d'inflation annuel en hausse de +8,9 % dans la zone euro - 18/08/2022. Pour la France: +6,8 % est l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) qui sert aux comparaisons internationales.

Situation des stocks et carnets des industries en Auvergne Rhône Alpes (en solde d'opinions CVS)



Source : Banque de France, La conjoncture en Auvergne Rhône Alpes, août 2022

INTERNATIONAL

Ralentissement de la croissance mondiale

Au début de l'année 2022, la dégradation de la situation sanitaire, affectant notamment plusieurs villes portuaires chinoises, et le déclenchement de la guerre en Ukraine ont renforcé les **tensions inflationnistes et les difficultés d'approvisionnements**. Après une reprise rapide en 2021, l'activité mondiale ralentit face à ces nouveaux chocs.

Les conséquences sont inégales selon les pays qui subissent des niveaux d'inflation très différents. De plus, les pays à bas revenus, dépendants des importations d'énergie et de biens alimentaires, se trouvent en grande difficulté.

FRANCE

Hausse de l'activité aux 2^e et 3^e trimestres 2022 dans un contexte de tensions persistantes

Dans un contexte mondial marqué par la conjonction de plusieurs chocs exogènes (sanitaires, géopolitiques, énergétiques et climatiques), la croissance s'est montrée plus dynamique que prévu au 2^e trimestre 2022 (+0,5 % par rapport au 1^{er} trimestre) et serait légèrement positive (+0,2 % prévu) au 3^e trimestre. En moyenne annuelle, elle pourrait atteindre +2,6 %.

En septembre 2022, les prix à la consommation augmentent de +6,2 % sur un an. Grâce aux mesures de soutien de type bouclier tarifaire, la France se positionne très favorablement en Europe.

Cette situation inflationniste a cependant des conséquences sur le pouvoir d'achat, la demande, la hausse des taux d'intérêt, etc. soit autant de facteurs qui pourraient freiner la croissance au 2^e semestre de l'année.

AUVERGNE RHÔNE ALPES

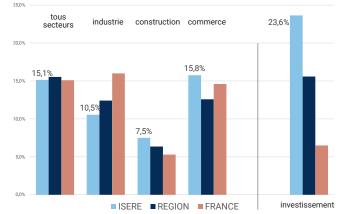
Une bonne dynamique dans tous les secteurs

Sur le premier trimestre 2022, toutes activités confondues, le chiffre d'affaires régional a atteint 136,46 milliards d'euros et a augmenté de +14,5 % sur un an, contre +10,4 % au niveau national. Il est en progression dans tous les secteurs d'activités (source : DGFIP).

Selon les enquêtes de la Banque de France, dans les services marchands, l'activité a progressé tout au long du 1^{er} semestre 2022. Dans l'industrie, les perspectives demeurent plutôt favorables et les carnets restent au-dessus du niveau jugé normal. Dans le bâtiment, l'activité reste soutenue bien qu'un peu moins dynamique au 2^e trimestre. Toutefois, la forte hausse du coût des matières premières et de l'énergie est une préoccupation remontée par de nombreuses entreprises. En outre, l'industrie et le bâtiment restent confrontés à des délais d'approvisionnement plus longs qu'en temps normal.

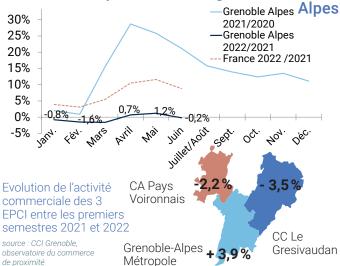
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AU 1ER SEMESTRE 2022

Evolution 2021/2022 des chiffres d'affaires et de l'investissement en Isère

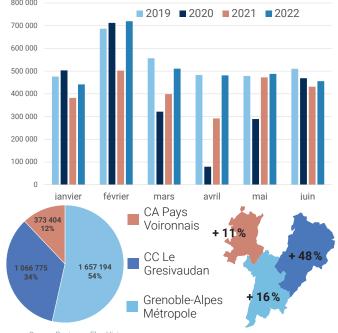


source : DGFiP Données cumulées du 1er janvier au 30 juin, issues de la note conjoncturelle, 2eme trimestre, DREETS

Evolution 2021/2022 des chiffres d'affaires du commerce de proximité en région de Grenoble



Nuitées touristiques de la clientèle française



source : Orange Business, Flux Vision

CHIFFRE D'AFFAIRES & INVESTISSEMENT – ISERE

Une dynamique d'investissement toujours plus forte

En cumul sur le premier semestre 2022, les **chiffres d'affaires des entreprises augmentent de 15**% par rapport à 2021 (une évolution identique à celle de la France). La construction et le commerce voient une croissance plus forte qu'en région AURA et en France.

L'industrie iséroise maintient une croissance à deux chiffres, même si en-deçà du rythme national : avec ses industries stratégiques, l'effet de rattrapage postpandémie a sans douté été plus précoce en Isère que dans le reste de la France (voir notes précédentes).

L'investissement des entreprises connait non seulement une croissance significativement plus forte qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France mais également plus soutenue qu'en 2021 (+23,6 % contre + 17,3 % en 2021). Cet indicateur, révélateur d'une propension des entreprises iséroises à se projeter dans l'avenir, marque également l'impact du plan France Relance.

COMMERCE DE PROXIMITE - REGION DE GRENOBLE ALPES

Un niveau d'activité proche de celui de 2021

Le commerce de proximité ne connait pas d'évolution significative de ses chiffres d'affaires au cours des 6 premiers mois de l'année 2022 par rapport à la même période 2021 (-0,2% en cumul) alors qu'à l'échelle nationale la situation est plus favorable. Pour autant, l'activité commerciale de la région grenobloise est audessus du niveau de référence de 2019 (+1,7% en prix constant – hors inflation).

Si l'évolution 2022/2021 n'est pas homogène au sein de la région de Grenoble Alpes, en revanche, l'activité du commerce de proximité a dépassé le niveau de 2019 sur les trois territoires.

TOURISME – REGION DE GRENOBLE ALPES

Forte augmentation de l'activité touristique

Au 1^{er} semestre 2022, les trois collectivités territoriales (Métropole, Grésivaudan et Pays Voironnais) totalisent 3,1 millions de nuitées touristiques de la clientèle française et enregistrent une **augmentation de la fréquentation des touristes français de +25% par rapport au 1^{er} semestre 2021**.

La croissance de l'activité touristique du Grésivaudan est particulièrement forte car les contraintes sanitaires imposées aux stations de ski pendant l'hiver 2021 n'ont pas été reconduites en 2022. L'activité touristique a même dépassé le niveau de 2019 de +5%, une situation que ne connaissent pas encore les deux autres territoires (-8% pour Grenoble Alpes Métropole, -3% pour le Pays Voironnais).

EMPLOI ET CHÔMAGE MI 2022

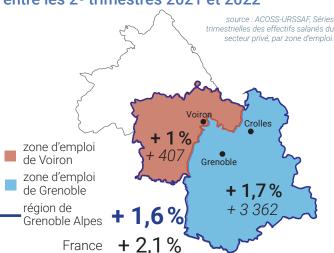
EMPLOI - REGION DE GRENOBLE ALPES

Arrêt de la croissance de l'emploi privé au 2e trimestre 2022

Enclenchée à partir du 4^e trimestre 2020, la hausse de l'emploi salarié privé s'est poursuivie jusqu'au 1^{er} trimestre 2022, permettant à la région de Grenoble Alpes de gagner plus de 12 000 emplois sur cette période. Cette croissance (+ 1,7 %) reste néanmoins inférieure à celle de la moyenne des 21 zones d'emploi métropolitaines (+ 2,1 %) et de la France (+ 2,1 % aussi).

Entre les deux premiers trimestres 2022, une très légère baisse du volume d'emplois salariés privés est constatée dans la région de Grenoble Alpes (-430 emplois). Ce ralentissement y est un peu plus prononcé qu'en région Auvergne-Rhône-Alpes ou en France qui conservent une croissance d'emploi privé faible mais positive.

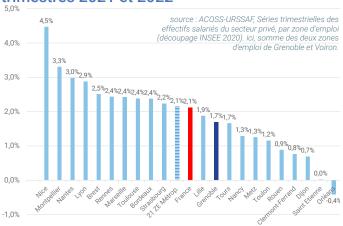
Evolution de l'emploi salarié privé sur 1 an entre les 2e trimestres 2021 et 2022



Taux de croissance de l'emploi aux 1er et 2e trimestres 2022

	rég			
	zone d'emploi Grenoble	zone d'emploi Voiron	région Grenoble Alpes	France
1er trimestre	1,9%	1,1%	1,8%	1,7%
2e trimestre	-0,2%	-0,1%	-0,2%	0,4%

Evolution de l'emploi salarié privé entre les 2e trimestres 2021 et 2022



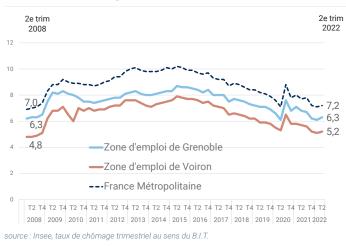
CHOMAGE- REGION DE GRENOBLE ALPES

Un taux de chômage historiquement bas

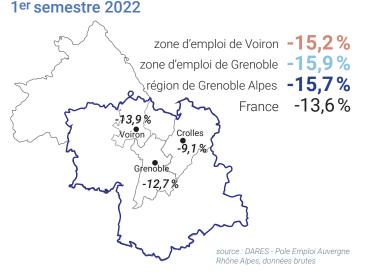
Le taux de chômage, en baisse constante depuis fin 2020, accuse un léger rebond entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2022 pour le territoire. Il s'élève à 6,3 % pour la zone d'emploi de Grenoble et à 5,2 % pour la zone d'emploi de Voiron, soit respectivement 1 et 2 points en-dessous de la moyenne nationale. Il faut revenir à l'avant crise de 2008 pour constater des taux aussi bas

La même tendance à la baisse est constatée, pour le nombre de demandeurs d'emplois, dans les trois territoires entre les 2^e trimestres 2021 et 2022.

Taux de chômage trimestriel de 2008 à 2022



Evolution des demandeurs d'emploi (cat.A) au



EMPLOI: BILAN 2021 DE LA RÉGION DE GRENOBLE ALPES

Un taux de croissance de l'emploi supérieur à la moyenne nationale

En 2021, la région de Grenoble Alpes a enregistré une **croissance de l'emploi privé de +4,6%** (contre -2,4% en 2020) soit +10 600 emplois supplémentaires, une dynamique supérieure de 1 point à la croissance nationale.

Cette meilleure performance vis-à-vis de la France mais aussi des autres métropoles françaises est tirée par trois secteurs : les services marchands à la population, le commerce de détail et l'industrie.

La construction et les services aux entreprises sont deux secteurs également créateurs d'emploi mais la dynamique est similaire à la tendance nationale.

Taux d'évolution de l'emploi salarié privé en 2021

	REGION GRENOBLOISE		France	21 zones Métrop.
	Emploi 2021	Taux d'évolution de l'emploi en 2021		
Services marchands à la population	42 497	11,0%	5,5%	5,2%
Services non marchands	28 610	0,8%	2,3%	2,0%
Commerce de détail	26 356	4,5%	3,5%	3,3%
Construction	17 804	2,0%	2,7%	2,3%
Energie	2 928	0,1%	0,3%	1,3%
Industrie	47 642	2,5%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	74 511	5,0%	4,8%	5,1%
Total SECTEUR PRIVE	240 348	4,6%	3,6%	3,6%

source : ACOSS-URSSAF. NB : Les 21 zones d'emploi métropolitaines contiennent toutes une Métropole administrative – Paris ayant été exclue.

Une croissance portée par l'effet de rattrapage post-covid et des investissements industriels massifs

La croissance de l'emploi sur l'année 2021 s'explique en grand partie par l'effet de rattrapage post-covid. En effet, la fin des restrictions sanitaires et la réouverture des lieux touristiques et culturels ont relancé les activités suivantes : hôtels et restaurants (+3 200 emplois), activités culturelles et sportives (+600), commerces non alimentaires (+500), transport de voyageurs (+200) et services personnels (+190).

Parallèlement certaines activités poursuivent voire accélèrent leur croissance : les **services numériques et édition de logiciels** (+700 emplois en 2021 ; +1000 sur les 3 dernières années), l'**ingénierie** (+550), la **R&D** (+230).

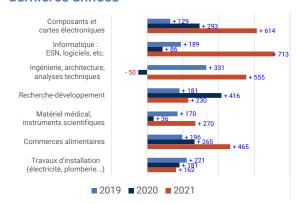
C'est également le cas de plusieurs **activités industrielles** et en premier lieu, les **composants électroniques** (+600 en 2021 ; +1 040 sur les 3

dernières années). La filière microélectronique à forts enjeux européens portée par des investissements massifs va poursuivre ses recrutements dans les années à venir. Avec plus de 700 emplois créés, les investissements industriels ont eu un impact positif sur une quinzaine d'autres activités dont les **technologies médicales** (+270), les **machines et équipements** (+120), l'**industrie agro-alimentaire**, la **métallurgie**.

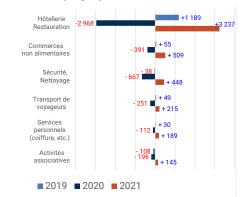
En revanche, certaines activités continuent de décliner: l'industrie du matériel électrique, les postes et télécommunications, les activités immobilières, l'édition de livres et journaux et les banques.

Gains/pertes nettes d'emploi par secteur entre 2019 et 2021

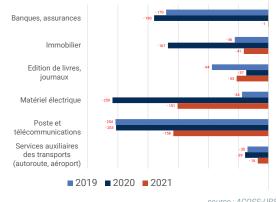
Activités créatrices d'emploi sur les 3 dernières années



Activités créatrices d'emploi en 2021 par effet de rattrapage post-covid



Activités en recul sur les 3 dernières années



INDUSTRIE - Conception et fabrication de composants microélectroniques



Interview de Monsieur Eric GERONDEAU, directeur du site STMicroelectronics de Crolles.

STMicroelectronics est une société franco-italienne fondée en 1987. Elle compte 50 000 salariés dans le monde, dont 11 000 en France et 7 000 en Isère (4 800 salariés à Crolles, 2 200 salariés à Grenoble).

Un investissement de 5,7 milliards d'euros pour la création d'une nouvelle usine permettra de doubler le potentiel de fabrication actuel du site de Crolles et de donner à la région de Grenoble Alpes un rôle central dans la souveraineté industrielle européenne sur cette filière aussi sensible que stratégique.

Pouvez-vous nous présenter STMicroelectronics?

La société STMicroelectronics est une société franco-italienne. Fondée en 1987, elle est un des leaders mondiaux dans les semiconducteurs (plus communément appelés puces). Elle compte 48 000 salariés dans le monde, dont 11 300 en France et 7 000 en Isère (4800 salariés à Crolles, 2 200 salariés à Grenoble).

Son activité est la conception, le développement, et la production de composants électroniques. Elle adresse 4 marchés : l'automobile, l'industriel, l'électronique personnelle et les équipements de communication, ordinateurs et périphériques.

Le site de Crolles dédié à la production de puces a été créé en 1992. L'innovation fait partie de son ADN depuis ses origines. Sa mission : créer des produits pour des applications visant à améliorer le quotidien de tout un chacun. Ainsi, les composants électroniques de STMicroelectronics qui permettent par exemple d'améliorer la sécurité dans les véhicules, ou de rendre possible les communications dans les secteurs non couverts par les réseaux (zones blanches). Autre exemple, ces semi-conducteurs peuvent être utilisés dans des dispositifs médicaux, comme par exemple les exosquelettes qui permettent à des personnes paraplégiques de pouvoir se déplacer.

Le 12 juillet dernier, le Président de la République est venu sur le site STMicroelectronics de Crolles pour lancer et soutenir un projet de nouvelle usine spécialisée dans les semi-conducteurs. Pouvez-vous nous parler de cet investissement ?

Cette nouvelle usine se fait dans le cadre d'un partenariat avec le groupe américain GlobalFoundries. Elle permettra de créer 1000 emplois par STMicroelectronics, et de réaliser, dans les quatre années à venir, un accroissement des capacités de production en 300mm du site de Crolles, soit l'équivalent de ce qui a été réalisé sur ces vingt dernières années.

Elle s'inscrit dans un plan qui vise à doubler les capacités de production (300 mm) de STMicroelectronics en Europe en s'appuyant sur deux

sites : celui de Crolles et celui d'Agrate (près de Milan) en Italie.

Plus globalement, avec ses projets d'accroissement des capacités de production à Crolles mais aussi à Agrate et Catane (Sicile), STMicroelectronics a bénéficié de l'IPCEI* pour la recherche et le développement et du soutien des Etats français et italien. Il faut rappeler également que l'Europe a pour ambition de produire 20% du marché mondial des semi-conducteurs d'ici 2030, sans oublier la feuille de route « électronique » du plan de relance France 2030.

Au cœur de la transformation numérique de nos sociétés, les semiconducteurs occupent donc une place centrale dans le paysage industriel français et mondial. Cette nouvelle usine répond donc à des enjeux forts de souveraineté, à la fois au niveau national et européen.

A quels défis allez-vous devoir répondre dans le cadre de cette nouvelle usine ?

Le premier défi associé à cet investissement est humain. Nous allons recruter 1 000 personnes, il va falloir répondre à leurs besoins en matière de logement, de déplacement... En termes de formation, il conviendra de développer les compétences de ces salariés. Dans ce cadre, STMicroelectronics a conclu plusieurs accords de partenariat avec le rectorat, les lycées, l'UGA...

Le second défi est environnemental. STMicroelectronics est engagé dans un plan de neutralité carbone, avec pour objectif de l'atteindre en 2027. Le site de Crolles y contribue sur plusieurs axes: en réduisant son empreinte environnementale avec la maitrise de sa consommation d'eau, avec 40 % de l'eau qui est réutilisée (une infrastructure permettant de réutiliser les eaux industrielles est en cours de construction), la maitrise de l'énergie, en travaillant en amont sur la consommation des équipements industriels, etc. Par exemple, en 2021, 70% de l'énergie électrique consommée sur le site était d'origine renouvelable et la consommation énergétique par plaque produite a été réduite de 14% entre 2019 et 2022. Des actions permettent aussi d'encourager les salariés à utiliser des modes de transports doux.

^{*} mécanisme IPCEI : projet important d'intérêt européen commun

INDUSTRIE - Usinage et assemblage mécanique



Interview de Monsieur Raphael GUY, Directeur des Opérations de MGF Grimaldi. L'entreprise MGF Grimaldi est une entreprise de mécanique de précision, créée et dirigée par la famille GRIMALDI depuis 1978 et présente sur les marchés de pointes tel que le médical, la défense, le spatial et l'aéronautique. Elle est localisée à Saint-Jean-de-Moirans et emploie 75 salariés.

Elle vient d'investir dans un nouveau site de production sur le parc d'activité de Centr'Alp 2, avec la construction d'un bâtiment de 4 500 m². Ce déménagement permet à l'entreprise en pleine croissance, de poursuivre ses investissements et son développement, tout en proposant à ses équipes des conditions de travail plus favorables.

Quelle est la situation actuelle de votre entreprise et de votre secteur d'activité ?

Notre secteur d'activité est aujourd'hui un secteur avec une forte demande. Les politiques d'investissements dans les secteurs du médical, du spatial, de la défense et des énergies nous permettent d'avoir des carnets de commandes bien remplis.

Toutefois la hausse des coûts de l'énergie et d'approvisionnement, freine la reprise d'activité et fragilise les plus petites structures et celles qui connaissaient des problèmes de trésorerie.

Concernant MGF Grimaldi, nous avons réussi à sécuriser nos approvisionnements en matière, avec une couverture de stock pouvant aller jusqu'à un an sur des produits où nous avons des prévisionnels clients fiables. Nous négocions les impacts tarifaires avec nos clients et arrivons à répercuter la majeure partie des hausses que nous subissons.

La plus grande difficulté reste le recrutement de techniciens d'usinage et de métrologie, avec une pénurie et un manque de formation des nouveaux profils arrivant dans notre métier.

Comment votre entreprise s'adapte-t-elle face aux crises successives que nous traversons?

MGF Grimaldi, de par sa forte implantation dans le domaine du médical, n'a pas eu à subir de baisse d'activité liée à la Covid. Toutefois nous avons dû adapter notre modèle de travail pour faire face aux nouveaux besoins des salariés, notamment concernant le télétravail dans le secteur administratif.

Concernant la crise énergétique, nous avons fait le choix d'équiper notre nouveau bâtiment de panneaux photovoltaïques. De plus, afin de réduire nos consommations en eau, nous avons mis en place un système de récupération d'eau de pluie pour les sanitaires. Nous travaillons également sur un projet de changement de machine de lavage, qui nous permettrait de diviser par cinq notre consommation d'eau. Ces opportunités nous permettent de mieux respecter et partager les ressources naturelles, tout en étant profitable économiquement pour la société.

Quelles sont les perspectives pour les prochains mois ?

Notre entreprise vise à maintenir un rythme de croissance de 5 % à 10 % par an.

De plus, nous travaillons actuellement sur notre plan d'investissement pour cibler les technologies de machines répondant au mieux aux nouvelles opportunités de marchés.

Concernant le recrutement, nous avons prévu de maintenir une politique importante de formation en interne et d'investir sur la jeunesse au travers de l'alternance. Nous souhaitons également mettre à profit notre nouveau bâtiment pour mettre en valeur nos métiers de la mécanique afin de susciter des vocations auprès des jeunes, un projet en partenariat avec le Pays Voironnais.

INDUSTRIE - Fabrication, installation et services aux stations de ravitaillement en hydrogène

Interview de Monsieur Adamo SCRENCI, directeur général délégué de Hydrogen Refueling Solutions (HRS).

L'aventure HRS débute lorsqu'en mars 2004 Hassen Rachedi décide de créer TSM (Tuyauterie Service Maintenance) dans le domaine de la tuyauterie industrielle. TSM développe progressivement son expertise dans le domaine des stations de ravitaillement en hydrogène, pour le compte d'un important donneur d'ordre français, et investit dans une usine à Champsur-Drac. En 2020, l'entreprise devient Hydrogen Refueling Solutions (HRS) pour se concentrer sur la fabrication, l'installation et les services aux stations de ravitaillement en hydrogène sous sa propre marque.

HRS construit actuellement son nouveau site de production et de recherche d'une superficie de 14 300 m² à Champagnier. Le site aura la capacité de produire jusqu'à 180 stations de grande capacité par an et disposera d'une zone d'essais de 2 000 m² ouverte aux collaborations avec les acteurs de l'hydrogène, ainsi que d'une station de ravitaillement ouverte au public.



Quel est le projet industriel d'HRS?

HRS passe de la phase de démonstrateur à celle de déploiement à grande échelle dans le domaine de la station de ravitaillement pour la mobilité hydrogène. Deux chiffres emblématiques illustrent ce changement d'échelle : en 20 ans, environ 200 stations ont été installées en Europe soit en moyenne une dizaine par an, la nouvelle usine de Champagnier sera capable de produire jusqu'à 180 stations par an. C'est une capacité de production unique en Europe. Nous développons parallèlement une plateforme collaborative d'essai et de tests qui est également unique et pour laquelle beaucoup d'acteurs du domaine de l'hydrogène nous sollicitent déjà. Cet outil sera une sorte d'épicentre de la station hydrogène et contribuera au développement de la filière hydrogène en France et en Europe.

Quels sont les enjeux?

Il n'y a pas de solution unique au remplacement des énergies fossiles pour décarboner l'industrie et la mobilité mais un panel de solutions pour différents usages et différentes applications. Pour les mobilités par exemple, l'hydrogène est la meilleure solution pour les usages intensifs et les transports lourds (chariots élévateurs, engins industriels, transport de charges lourdes, transports publics...).

Il y a 3 leviers pour atteindre la décarbonation : les innovations et le développement technologique, l'industrialisation car elle permet de faire baisser les coûts de production, mais aussi les pouvoirs publics qui jouent un rôle majeur pour créer les conditions d'émergence de ce marché et pour agir sur le cadre règlementaire permettant les premiers investissements. 2020 a été une année charnière en France dans la prise de conscience du rôle de l'hydrogène et plus largement en Europe.

De nombreux pays ont ainsi mis en place une stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène, l'Allemagne en premier lieu, puis l'Espagne et l'Italie.

Concernant HRS, l'intuition du fondateur a permis d'anticiper l'accélération du marché de l'hydrogène et de saisir cette opportunité pour faire de HRS un *pure player* des stations de ravitaillement.

Quel est l'impact de votre projet sur la région Grenoble Alpes?

HRS investit environ 30 millions d'euros sur sa nouvelle usine et va créer 130 emplois directs d'ici 2030. Si on inclut les emplois indirects, les estimations sont multipliées par quatre, soit plus de 500 postes créés sur la région grenobloise.

Nous travaillons avec des entreprises locales, et en premier lieu celles du bâtiment pour la construction de l'usine. Concernant les équipements industriels (ponts roulants, tours, postes à souder...) ou les éléments qui composent les stations (structures et panneaux métalliques, peinture, tuyauterie, automatismes, matériel électrique...), nous recherchons des fournisseurs et partenaires le plus près possible de Grenoble, mais la désindustrialisation et le fabless nous ont fait perdre certaines compétences en France. Pour certaines technologies, nous sommes contraints d'aller à l'étranger (principalement en Angleterre, Suisse et Italie).

Quelle est l'échelle du marché que vous ciblez?

Notre priorité immédiate est le marché national, mais nous visons également a minima le marché européen. Avec le règlement sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (AFIR), l'Union européenne est en train de créer les conditions de développement de ce nouveau marché. Nous avons déjà un bureau en Espagne et un partenaire en Italie, l'idée étant d'avoir un pied dans ces territoires pour déployer notre technologie en partenariat avec les entreprises locales. Nous visons également les États-Unis qui créent un cadre extrêmement favorable aux investissements avec 400 milliards de dollars mobilisés sur 10 ans pour la transition énergétique. On envisage également le marché des pays d'Europe du Nord et du Moyen Orient.

A quelles difficultés êtes-vous confrontés ?

Globalement, ce ne sont pas tant des difficultés que des challenges. Sur les aspects financiers, notre entrée en bourse exceptionnelle (la plus importante obtenue sur Euronext Growth depuis sa création) nous a permis de lever 97,3 millions d'euros et de faire croître rapidement la société. Pour l'accès au foncier local, nous avons été très bien accompagnés par différents organismes très réactifs dont la Métropole de Grenoble. Nous avons sécurisé notre chaîne d'approvisionnement en anticipant les problématiques d'achat des équipements et des machines et mis en place un processus de contrôle de la supply chain. Nos fournisseurs sont surtout des partenaires avec lesquels nous échangeons beaucoup et à qui nous donnons de la visibilité.

Quel est aujourd'hui votre principal challenge?

Le point le plus critique sont les ressources humaines : la moitié de nos besoins en main d'œuvre concernent les métiers exercés en atelier (opérateurs, soudeurs, installateurs, tuyauteurs...) et l'autre moitié concerne les métiers dédiés aux bureaux d'études (techniciens, ingénieurs...) et aux fonctions supports (commerciaux...).

Les tensions les plus fortes touchent les recrutements pour l'atelier (tuyauteurs, soudeurs). C'est malheureusement le résultat de la dévalorisation de ce type de métier au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, il y a une prise de conscience que l'innovation ne se fait pas uniquement sur paillasse mais que l'industrie est fondamentale. Pour réduire ces tensions, HRS fait de la formation interne et recrute par la voie de l'alternance et favorise l'intégration des profils en reconversion professionnelle. On commence également à sentir quelques tensions sur les niveaux bac+5 car les métiers de l'énergie très stratégiques sont aussi très demandés. Mais il faut reconnaître que c'est un atout d'être sur le bassin grenoblois qui est à la fois dynamique et un gros centre de gravité en ce qui concerne la recherche et les technologies. Il y a beaucoup de compétences que nous recherchons grâce à la présence de l'université, des écoles d'ingénieurs, des centres de recherche... Le territoire grenoblois est un bassin majeur de la filière Hydrogène, même si d'autres pôles se développent aujourd'hui comme Belfort, l'Occitanie et la Normandie par exemple.

SOURCES ET MÉTHODES STATISTIQUES

ZONE D'EMPLOI

source: INSEE

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emplois.

EMPLOI

source : URSSAF-ACOSS, emploi salarié privé

- données annuelles par commune
- données corrigées des variations saisonnières trimestrielles par zone d'emploi

Les statistiques portent sur l'effectif salarié des entreprises du secteur concurrentiel affiliées au régime général. Sont exclus les particuliers employeurs, les établissements relevant du régime agricole ainsi que ceux appartenant au secteur public (écoles, universités, hôpitaux, administration publique, etc.).

Dans le cadre d'une harmonisation des concepts avec l'Insee et la Dares, les séries d'effectifs salariés publiées par l'Acoss et les Urssaf connaissent des modifications à compter de 2017.

CHÔMAGE

source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les personnes en situation de chômage.

COMMERCE TRADITIONNEL

source : CCI Grenoble, Observatoire du commerce

Le commerce traditionnel comprend tous les commerces indépendants de proximité de moins de 300 m². L'observatoire couvre la région grenobloise, plus précisément l'arrondissement administratif de Grenoble soit 291 communes du sud Isère.

POPULATION ACTIVE

source: INSEE

La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

DEMANDE D'EMPLOI

source: DREETS -POLE EMPLOI Auvergne Rhône Alpe, demande d'emploi fin de mois

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) s'inscrivent à Pôle Emploi et sont répartis dans différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée;
- catégories B et C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.

Quelle que soit leur catégorie, les personnes inscrites à Pôle Emploi depuis plus d'un an sont considérées comme des demandeurs d'emploi longue durée.

NUITÉES TOURISTIQUES

source: Flux vision, Orange business service

Flux Vision tourisme est un outil qui permet, à partir des données de la téléphonie mobile, de mesurer la fréquentation touristique globale d'un territoire ou d'un événement, et d'observer les déplacements de la population : nuitées, durée de séjours, origines des clientèles.

C'est une solution récente, développée par Orange Business Service, co-construite avec Tourisme et territoires et aujourd'hui utilisée par 50 Agences Départementales du Tourisme. Depuis son lancement en 2014, Isère Attractivité adhère au dispositif avec 5 co-partenaires dont Grenoble-Alpes Métropole.

PACTE ÉCONOMIQUE LOCAL

Le Pacte Économique Local est une démarche collective visant à soutenir la résilience économique et l'attractivité du territoire Grenoble Alpes. Réunissant les locomotives économiques de la région, il a été lancé par les trois principales collectivités du bassin grenoblois : Grenoble-Alpes Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, la Communauté de communes Le Grésivaudan.

Cette publication est l'une des actions collectives engagées dans le cadre de ce Pacte. Elle vise à donner des informations économiques à l'échelle de la région de Grenoble Alpes. Ce territoire couvre les deux bassins économiques grenoblois et voironnais (ou zones d'emploi). Les trois collectivités territoriales à l'initiative du Pacte concentrent près de 80 % de la population et 87 % de l'emploi total de la région de Grenoble Alpes.

+ d'infos : www.pacteeconomiquelocal.fr/

#OBSYflash



Le réseau des observatoires de la région grenobloise rassemble 15 partenaires qui mettent en commun moyens et analyses d'observation territoriale. L'enjeu ? Décrire le territoire et éclairer la décision.

Bien que l'observation soit souvent en décalage dans le temps avec les faits observés, l'OBS'Y publie depuis 2021 une série de publications dédiées à certains effets de la crise sanitaire dans la région grenobloise. Avec l'économie, ce sont les mobilités et le social qui font l'objet de publications « flash ».

+ d'infos : www.obsy.fr

Comité de rédaction

Tonis Antzoulatos - CCLG, Yatina Calixte - AURG, Agnès Collomb-Clerc - AURA Entreprises, Vincent Escartin - AURG, Maryline Girard - CCl de Grenoble, Philippine Lavoillotte - GAM, Morgane Le Doaré - Invest in Grenoble Alpes, Katia Valette -CAPV.

Contact: morgane [at] investingrenoblealpes.com

photo de couverture : ZA de la Grande IIe à Crolles (Grésivaudan) par Pierre Jayet

EN PARTENARIAT AVEC

















AVEC LE SOUTIEN DE















